



Conseil économique et social

Distr. générale
31 mai 2024
Français
Original : anglais

**Forum politique de haut niveau
pour le développement durable**
Organisé sous les auspices du Conseil
économique et social
New York, 8-12 et 15-17 juillet 2024

Forum de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l'innovation au service de la réalisation des objectifs de développement durable

Note du Secrétariat*

La Présidente du Conseil économique et social a l'honneur de communiquer au forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil le résumé établi par les Coprésidentes à l'issue du forum de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l'innovation au service de la réalisation des objectifs de développement durable, qui s'est tenu en présentiel les 9 et 10 mai 2024, des manifestations parallèles complémentaires ayant été organisées le 8 mai. La Représentante permanente du Danemark auprès de l'Organisation des Nations Unies, Christina Markus Lassen, et la Représentante permanente de Saint-Vincent-et-les Grenadines auprès de l'Organisation des Nations Unies, Inga Rhonda King, ont été nommées par la Présidente du Conseil pour coprésider le forum. Le présent résumé est distribué en application du paragraphe 123 du Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement (résolution [69/313](#) de l'Assemblée générale) et du paragraphe 70 du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (résolution [70/1](#) de l'Assemblée).

* Le présent rapport a été soumis aux Services de conférence pour traitement après la date limite pour des raisons techniques indépendantes de la volonté du bureau auteur.



Résumé établi par les Coprésidentes à l'issue du forum de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l'innovation au service de la réalisation des objectifs de développement durable

I. Introduction

1. Le présent résumé récapitule les nombreux débats qui se sont tenus durant la session 2024 du forum de collaboration multipartite sur la science, la technologie et l'innovation au service de la réalisation des objectifs de développement durable. On y trouvera une synthèse des vues exprimées par des représentantes et représentants de gouvernements, du système des Nations Unies et d'autres parties prenantes dans leurs déclarations ou au cours de discussions informelles. Les Coprésidentes, ou les gouvernements qu'elles représentent, ne partagent ou n'approuvent pas nécessairement les opinions formulées dans le présent document.

2. En application de la résolution [70/1](#) de l'Assemblée générale, la Présidente du Conseil économique et social, Paula Narváez, a convoqué, les 9 et 10 mai 2024, le neuvième forum annuel sur la science, la technologie et l'innovation. Ce forum, qui constitue l'une des composantes du Mécanisme de facilitation des technologies, est un lieu de discussion consacré à la coopération en matière de science, de technologie et d'innovation dans des domaines thématiques liés à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Son mandat est de faciliter les échanges et l'établissement de réseaux et de partenariats multipartites. Il permet de recenser et d'examiner les besoins et les lacunes qui existent dans le domaine de la technologie, de promouvoir la coopération scientifique, l'innovation et le renforcement des capacités et d'étudier l'incidence de l'évolution rapide de la technique sur les perspectives de développement durable.

3. Coprésidé par la Représentante permanente du Danemark auprès de l'Organisation des Nations Unies, Christina Markus Lassen, et la Représentante permanente de Saint-Vincent-et-les Grenadines auprès de l'Organisation des Nations Unies, Inga Rhonda King, le forum a été organisé conjointement par l'Équipe spéciale interinstitutions des Nations Unies pour la science, la technologie et l'innovation au service de la réalisation des objectifs de développement durable, coordonnée par le Département des affaires économiques et sociales et la CNUCED, et par le Groupe des 10 hauts représentants chargés d'appuyer le Mécanisme de facilitation des technologies nommés par le Secrétaire général, dont le Département des affaires économiques et sociales assure le service. Le Groupe des 10 hauts représentants a notamment animé les sessions thématiques et en a dirigé les travaux.

4. Le forum s'est tenu en présentiel au Siège de l'Organisation des Nations Unies sur le thème « La science, la technologie et l'innovation pour renforcer le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et éliminer la pauvreté en temps de crises multiples : mise en œuvre efficace de solutions durables, résilientes et innovantes ».

5. Le forum comprenait des sessions d'ouverture et de clôture de haut niveau, une session ministérielle et sept sessions thématiques, qui ont toutes porté sur deux domaines revêtant une importance stratégique pour les objectifs de développement durable, à savoir l'intelligence artificielle et les changements climatiques, et se sont appuyées sur un document de travail établi par le Groupe des 10 hauts représentants. Il importe de noter que certains problèmes liés à la science, à la technologie et à l'innovation auxquels font face les petits États insulaires en développement, les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les pays d'Afrique ont été examinés.

6. Au cours du forum, des solutions et des innovations concrètes propres à aider à progresser dans la réalisation des objectifs de développement durable, en particulier les objectifs 1, 2, 13, 16 et 17, ont été présentées. Au cours d'une soirée organisée par les Coprésidentes, des innovations lancées par des jeunes dans les collectivités locales et ailleurs ont été présentées. Il s'agit notamment de dispositifs anti-inondation gonflables et légers, de détecteurs de pollution atmosphérique portables à énergie solaire et de pasteurisateurs de lait hors réseau, et d'autres technologies abordables et accessibles.

7. Plus de 300 scientifiques et ingénieurs ont présenté des études de cas et des notes d'orientation scientifiques visant à attirer l'attention des décideurs et décideuses sur les nouveaux grands enjeux, à l'appui des délibérations du forum. Au total, 99 de ces notes d'orientations ont passé le stade de l'évaluation par les pairs et ont été publiées sur le site Web du forum.

8. Nombre de scientifiques, de spécialistes de l'innovation et de la technologie, d'entrepreneurs et entrepreneuses et de représentantes et représentants de gouvernements, du système des Nations Unies, du monde universitaire, de la société civile, de la jeunesse et du secteur privé ont participé au forum. Huit ministres et quatre autres représentantes et représentants de haut niveau ont pris la parole lors du débat ministériel. Plus de 80 orateurs et oratrices figuraient sur le programme officiel du forum et de nombreuses autres personnes se sont exprimées au cours des 46 manifestations tenues en marge du forum. Il y a eu 600 représentantes et représentants de parties prenantes, en plus des 100 représentantes et représentants d'États Membres et un public relativement plus large qui a participé via la télévision en ligne des Nations Unies.

II. Principaux points abordés lors des débats tenus dans le cadre du forum sur la science, la technologie et l'innovation

A. Présentation et débat de haut niveau

9. Les participantes et participants au forum ont débattu du rôle de la science, de la technologie et de l'innovation dans le renforcement de la mise en œuvre du Programme 2030 en temps de crises multiples. Ils se sont concentrés en particulier sur les objectifs 1 (élimination de la pauvreté), 2 (faim « zéro »), 13 (lutte contre les changements climatiques), 16 (paix, justice et institutions efficaces) et 17 (partenariats), qui seront examinés lors du forum politique de haut niveau pour le développement durable organisé sous les auspices du Conseil en juillet 2024.

10. Les participantes et participants au forum ont souligné le rôle capital joué par la science, la technologie et l'innovation dans le progrès humain vers le développement durable, non seulement en influençant les sociétés, mais aussi en les transformant fondamentalement et en les propulsant vers un avenir plus équitable et plus durable. La science, la technologie et l'innovation contribuent de façon essentielle au traitement des problèmes mondiaux tels que les changements climatiques, la dégradation de l'environnement, l'inégalité et la pauvreté, qui nécessitent des solutions globales tenant compte des liens entre la durabilité environnementale, la viabilité sociale et la viabilité économique.

11. Les participantes et participants au forum ont cherché à susciter l'inspiration et à trouver des réponses aux appréhensions et aux problèmes concernant le fait de mettre la science, la technologie et l'innovation au service du développement durable. Ils ont notamment souligné la nécessité de renforcer la direction politique avec des plans et des stratégies de recherche-développement clairs afin d'aligner les avancées

technologiques sur le Programme 2030. Il est nécessaire d'engager une action collective pour mettre la science, la technologie et l'innovation au service de la réalisation des objectifs de développement durable, favoriser une collaboration orientée vers l'action par-delà les frontières et entre les secteurs afin de combler les fossés et d'impulser le progrès, insuffler l'espoir et donner aux femmes et aux jeunes les moyens de faire face aux difficultés complexes.

12. La Présidente du Conseil économique et social et le Président de l'Assemblée générale, Dennis Francis, ont prononcé des déclarations à l'ouverture des travaux. Deux invités de marque ont lancé les débats : le Conseiller spécial du Secrétaire général pour l'action climatique et une transition juste, Selwin Hart, et la fondatrice et Présidente-Directrice générale de Defined.ai, Daniela Braga.

13. On trouvera dans la suite du résumé une description des principaux thèmes et pistes de réflexion qui ont été abordés lors du forum.

Session ministérielle sur l'exploitation de la science et de la technologie pour la mise en œuvre efficace de solutions durables, adaptables et innovantes

14. Une session ministérielle s'est tenue sur le thème général de l'exploitation de la science et de la technologie pour la mise en œuvre efficace de solutions durables, adaptables et innovantes. Les États Membres et les groupes politiques suivants ont examiné les possibilités de progresser plus rapidement dans la réalisation des objectifs de développement durable qui seront examinés lors du forum politique de haut niveau pour le développement durable en juillet 2024, et les moyens de soutenir la mise en œuvre effective de solutions durables, adaptables et innovantes : Arménie, Belize (également au nom de la Communauté des Caraïbes), États-Unis d'Amérique, Géorgie, Ouganda (au nom du Groupe des 77 et de la Chine), Philippines, Pologne, Serbie, Tadjikistan, Türkiye et Union européenne. Les participantes et participants au forum ont également entendu les observations du Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales, Li Junhua, et un compte rendu des travaux de la vingt-septième session de la Commission de la science et de la technique au service du développement, présenté par le Président de la Commission, Muhammadou M.O. Kah. On trouvera aux paragraphes ci-dessous certaines des questions et des difficultés soulevées ainsi que des recommandations formulées dans le cadre du forum.

15. Axé sur l'intelligence artificielle, l'action climatique et les objectifs de développement durable, le forum a offert l'occasion d'envisager l'avenir et de réorienter les efforts mondiaux vers la réalisation des objectifs de développement durable. Il est indéniable que pour aller de l'avant, il faut des démarches inclusives et novatrices fondées sur la collaboration qui garantissent que les avantages offerts par les avancées technologiques profitent à tous, en particulier les plus vulnérables, de sorte à édifier un avenir résilient, équitable et prospère pour toutes les nations et toutes les communautés.

16. La concomitance de l'accélération des changements climatiques et de la progression rapide du domaine de l'intelligence artificielle présente à la fois des défis redoutables et des possibilités sans précédent pour la réalisation des objectifs de développement durable. Porteurs de changements, la science, les avis scientifiques et les nombreuses solutions technologiques peuvent accélérer les progrès au regard de tous les objectifs de développement durable.

17. Les petits États insulaires en développement, les pays d'Afrique, les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral font face à des difficultés distinctes qui requièrent un appui adapté en matière de science, de technologie et d'innovation. Les petits États insulaires en développement sont particulièrement

exposés aux changements climatiques et leurs pertes économiques dues aux catastrophes d'origine climatique représentent en moyenne 2 à 3 % de leur produit intérieur brut (PIB), ce qui restreint l'enveloppe du développement technologique. Les pays d'Afrique doivent de toute urgence investir dans l'éducation et les écosystèmes d'innovation et réduire la fracture numérique, étant donné que seulement 37 % de leur population avait accès à Internet en 2023, ce qui est bien en-deçà de la moyenne mondiale. Les pays les moins avancés ont besoin d'un soutien ciblé pour s'attaquer aux obstacles structurels au moyen de la science, de la technologie et de l'innovation, notamment en promouvant l'entrepreneuriat technologique et l'investissement dans les infrastructures. Quant aux pays en développement sans littoral, les échanges commerciaux leur coûtent 1,4 fois plus qu'à leurs homologues côtiers, ce qui limite leur accès aux marchés mondiaux.

18. La science, la technologie et l'innovation peuvent beaucoup aider à trouver des solutions aux grands problèmes nationaux et internationaux que sont notamment les changements climatiques, les soins de santé et l'éducation. Utilisées correctement, les technologies avancées telles que l'automatisation intelligente et l'intelligence artificielle pourraient réduire la pauvreté et la faim et promouvoir la bonne santé et le bien-être, conformément aux aspirations portées par les objectifs de développement durable. Toutefois, dans de nombreux pays, le potentiel de ces technologies est limité par un financement insuffisant.

19. Il faut des actions concrètes, des partenariats et des idées neuves pour le prochain forum politique de haut niveau pour le développement durable et le Sommet de l'avenir qui doit se tenir en septembre 2024. Il est primordial de donner des moyens d'action aux femmes et aux jeunes scientifiques et de promouvoir les réseaux internationaux. La coopération multipartite entre les scientifiques, les gouvernements, les universités, les collectivités, la société civile et le secteur privé est fondamentale pour les percées scientifiques et la réalisation des objectifs de développement durable.

B. Débats thématiques

20. Durant une grande partie du forum, des débats approfondis ont été tenus sur sept thèmes et deux domaines transversaux ; les principaux éléments sont récapitulés dans la présente section.

Intelligence artificielle et lutte contre les changements climatiques : domaines d'action transversaux

21. L'intelligence artificielle est en train de remodeler le paysage des possibilités dans tous les secteurs. De l'agriculture, où l'agriculture de précision pilotée par l'intelligence artificielle pourrait augmenter les rendements de 70 % d'ici à 2050, jusqu'aux soins de santé, où les algorithmes d'intelligence artificielle améliorent les diagnostics et les traitements, le potentiel est énorme. Sur le plan économique, la valeur des contributions de l'intelligence artificielle devrait atteindre jusqu'à 7 % du PIB mondial d'ici à 2030.

22. Toutefois, cette ascension rapide présente d'importants problèmes. Par exemple, l'intelligence artificielle devrait entraîner non seulement l'automatisation et la suppression éventuelle de 400 millions d'emplois d'ici à 2030, mais aussi la création de nouveaux emplois, ce qui modifierait la structure même de la main-d'œuvre mondiale.

23. La course aux données risque d'accentuer les déséquilibres culturels et linguistiques et les déséquilibres entre les genres, en donnant lieu à des préjugés et à

de fausses informations tout en créant des conditions propices à l'exploitation numérique de la main-d'œuvre, en particulier dans les pays en développement.

24. L'empreinte écologique de l'intelligence artificielle est importante. Les centres de données représentent à eux seuls environ 1 % des besoins mondiaux d'électricité. Cette consommation exacerbe la sollicitation des réseaux énergétiques, qui sont trop souvent alimentés par des sources non renouvelables. L'intelligence artificielle produit déjà plus d'émissions de gaz à effet de serre que l'industrie aérienne mondiale. Elle utilise également beaucoup d'eau douce pour le refroidissement sur place de serveurs et pour la production d'électricité. Elle est également à l'origine d'énormes quantités de déchets d'équipements électriques et électroniques.

25. En revanche, l'intelligence artificielle peut rendre les systèmes plus efficaces. Elle peut être employée pour améliorer la planification climatique et énergétique, optimiser l'utilisation des ressources et surveiller la déforestation et la perte de biodiversité. Si elle était axée sur l'amélioration de l'efficacité, elle pourrait permettre de réduire de 4 % les émissions mondiales de gaz à effet de serre d'ici à 2030, au lieu de les augmenter. Il est donc important d'adopter et de renforcer les normes en matière d'utilisation rationnelle de l'énergie et des ressources en eau pour les systèmes et le matériel intelligents.

26. On ne saurait trop insister sur l'urgence de l'action climatique. Avec la hausse des températures mondiales, l'élévation du niveau de la mer et la multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes, il est essentiel de prendre immédiatement des mesures coordonnées. En janvier 2024, les concentrations de dioxyde de carbone atmosphérique ont atteint le niveau record de 423 parties par million en volume, soit le niveau le plus élevé enregistré depuis des millions d'années. Une action doit être immédiatement engagée au niveau mondial pour réduire, d'ici à 2030, ces émissions de 45 % par rapport aux niveaux de 2010, et pour les ramener à zéro d'ici à 2050, ce qui représente un énorme défi.

27. La lutte contre les changements climatiques est difficile, car elle est inextricablement liée à toutes les activités économiques et à de nombreux processus environnementaux et terrestres. Les cibles associées aux objectifs de développement durable font ressortir des objectifs ambitieux pour toutes les activités économiques liées au climat. De nouvelles études scientifiques ont été menées sur les seuils concernant des domaines clés, tels que les aérosols, le climat, l'eau, la biodiversité et les nutriments, dont le dépassement pourrait entraîner l'effondrement des systèmes biogéophysiques et des dommages importants pour l'être humain et la nature.

28. Selon la Earth Commission, sept des huit seuils mondiaux ont été dépassés, concernant 52 % des terres émergées de la planète, où vivent 86 % de la population. Si elle n'est pas traitée aujourd'hui, cette menace pourrait réduire à néant des décennies de progrès en matière de développement. Ces seuils ont été franchis alors même que des milliards de personnes n'arrivent pas à satisfaire leurs besoins élémentaires et à mener une vie décente. Pour arriver à une solution sûre et juste bénéficiant à tous les habitants de la planète Terre, il faut éliminer la pauvreté et la faim et réduire les dommages causés aux systèmes terrestres sur lesquels repose en fin de compte le bien-être de chaque être.

29. Le Programme 2030 vise à ne laisser personne de côté. Pour faire en sorte que les technologies naissantes contribuent à la concrétisation de cet engagement, il faut adopter une approche fondée sur les droits humains. Les besoins des plus pauvres doivent être satisfaits, non pas avec n'importe quelle technologie, mais avec les meilleures technologies disponibles et les plus performantes. Une telle démarche pourrait garantir l'accès à la nourriture, à l'eau, à l'énergie et aux infrastructures, tout en préservant un environnement sain.

Augmentation du financement effectif et renforcement des capacités pour la recherche et l'innovation liées aux objectifs de développement durable dans toutes les régions (objectif 17)

30. Les participantes et participants au forum ont examiné la coopération et le financement de la recherche au niveau mondial aux fins de la réalisation des objectifs de développement durable, en accordant une attention particulière aux besoins des pays en développement. Ils ont souligné que la collaboration internationale en matière de recherche était indispensable pour s'attaquer aux problèmes mondiaux complexes, tels que la pauvreté, les inégalités, les changements climatiques, l'intelligence artificielle et les crises sanitaires.

31. Il est nécessaire d'adopter des politiques propres à faciliter l'augmentation effective du financement de la recherche liée aux objectifs de développement durable, en particulier dans les régions sous-financées. Il s'agit de mettre en place des mécanismes de financement novateurs qui soutiennent les consortiums internationaux et les projets de recherche collaborative, et d'accroître le financement visant à combler les fossés en matière de capacités dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation. Les secteurs public et privé doivent être incités à investir dans la recherche fondamentale et appliquée qui contribue à la réalisation des objectifs de développement durable.

32. La répartition mondiale des ressources consacrées à la recherche-développement reste très inéquitable, tant entre les pays qu'entre les groupes de population. Malgré l'augmentation du volume des travaux de recherche-développement au niveau mondial, on constate une forte concentration des investissements dans les pays développés et en Chine. En outre, les start-up fondées par des femmes ne représentent que 2 % ou moins du capital-innovation investi en Europe et aux États-Unis en 2023. Cela signifie que la matière grise de nombreux scientifiques en herbe n'est pas mise à profit pour le progrès humain.

33. Les écarts en matière de capacités et la disparité des coûts de recherche constituent au niveau mondial des obstacles à une collaboration internationale efficace dans le domaine de la recherche liée aux objectifs de développement durable. Malgré ces entraves, des progrès ont été observés sur le plan du renforcement des capacités au cours des dernières décennies ; en 2023, 57 % de toutes les publications de recherche au niveau mondial contenaient des articles écrits par des personnes originaires des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire, ce qui indique que le paysage de la recherche est mieux réparti.

34. La collaboration entre les États, les organisations internationales, la société civile, le secteur privé et les organismes de financement de la recherche doit être renforcée à différents niveaux pour améliorer l'efficacité du financement. L'implication de praticiens nationaux et la création de réseaux multipartites sont essentielles à la réussite du transfert de technologies et du renforcement des capacités. Il importe d'améliorer la communication et l'apprentissage mutuel entre les entités des Nations Unies, les organismes de financement de la recherche et les autres parties prenantes afin d'aligner les initiatives de recherche mondiales sur les objectifs de développement durable et d'optimiser les retombées des investissements.

35. Les organismes de financement de la recherche jouent un rôle crucial dans la structuration et le soutien des travaux de recherche qui contribuent à la réalisation des objectifs de développement durable. On peut citer à titre d'exemple les initiatives importantes entreprises par ces organismes en Afrique du Sud, au Brésil et en Chine, initiatives qui sont axées sur la recherche collaborative et thématique portant sur certains objectifs de développement durable.

36. Les avancées en matière d'analyse des données et de balisage dans les bases de données bibliométriques peuvent aider à mesurer et à évaluer l'incidence du financement de la recherche sur les progrès accomplis au regard des objectifs de développement durable. Elles peuvent également aider à élaborer des politiques et à déterminer les possibilités de collaboration en matière de recherche.

37. Les initiatives de science ouverte et d'accessibilité doivent être encouragées afin de garantir que les résultats de la recherche sont accessibles à tous et de favoriser un échange véritablement mondial des connaissances et des innovations. Cette démarche revêt une importance capitale pour le progrès scientifique commun et la réalisation des objectifs de développement durable à l'échelle mondiale.

Renforcer la coopération scientifique et le partage des technologies et des connaissances et accélérer l'innovation pour une action climatique intégrée (objectif 13)

38. Les participantes et participants au forum ont examiné comment la science, la technologie et l'innovation peuvent aider à faire face aux changements climatiques et aux crises connexes tout en progressant plus rapidement dans la réalisation des objectifs de développement durable, notamment en soutenant la transformation des secteurs clés et en tirant parti du savoir ouvert pour créer des solutions locales et bénéfiques à tous.

39. La science, la technologie et l'innovation peuvent être mises à profit pour s'attaquer aux problèmes climatiques uniques et soutenir des initiatives durables dans des secteurs tels que le bâtiment et l'énergie, dans le cadre de partenariats entre les milieux universitaires et industriels. Pour trouver des solutions efficaces pour un avenir sans émissions nettes, il faut une collaboration interdisciplinaire et internationale, ainsi qu'un financement accru, un renforcement des capacités et des investissements multipartites.

40. La science, la technologie et l'innovation jouent un rôle déterminant dans l'adaptation aux changements climatiques, l'atténuation de leurs effets et la résilience, et nécessitent un soutien mondial, des investissements et une collaboration multisectorielle. La science ouverte, la démocratisation des données et l'accessibilité sont d'une importance capitale pour l'inclusion et le bien public. Le partage des connaissances et le transfert de technologies au niveau international sont importants en ce qu'ils permettent de renforcer les moyens d'action des pays en développement par la science, la technologie, l'innovation et la transformation numérique. Il faut favoriser la prise en compte des questions de durabilité dans l'éducation et les milieux universitaires pour faire progresser la recherche sur l'action climatique. Les nouvelles technologies doivent bousculer les systèmes obsolètes et en même temps être axées sur la justice sociale et l'inclusion afin d'amplifier les diverses voix sous-représentées.

41. Les fractures numériques posent de gros problèmes, car les disparités en matière de capacités, de compétences et d'infrastructures peuvent entraver l'innovation, en particulier dans le domaine de l'atténuation des changements climatiques. Les partenariats internationaux visant le transfert de connaissances et de technologies sont essentiels en ce qu'ils permettent d'aligner les progrès industriels des pays en développement sur les stratégies climatiques et d'ouvrir de nouveaux marchés pour la compensation des émissions de carbone.

42. L'accès ouvert et équitable aux données, en particulier aux données climatiques et météorologiques, est important car il permet d'élaborer des stratégies efficaces et adaptées aux besoins de chaque région. Les nouveaux chercheurs des pays en développement qui disposent de modestes infrastructures pourront alors élaborer des

stratégies solides. Il importe au plus haut point de donner la priorité au consentement éclairé et à l'appropriation pour atténuer les risques associés à l'intelligence artificielle qui pourraient élargir les fractures et creuser les inégalités.

43. Il est nécessaire d'adopter une approche holistique et multidisciplinaire qui intègre le développement durable et l'action climatique dans tous les secteurs. Cela suppose l'établissement de partenariats entre les pouvoirs publics, l'industrie et les milieux universitaires et une création concertée et inclusive associant les jeunes, les femmes, les peuples autochtones et les groupes marginalisés.

44. Il est indispensable d'établir des partenariats internationaux solides axés sur la mise en place d'infrastructures et le renforcement des capacités et des compétences pour faciliter le libre accès aux données et aux technologies. Il importe d'investir dans le renforcement des capacités et les innovations répondant à des besoins réels pour parvenir à un avenir sans émissions nettes.

Comblers les fossés en matière de science, de technologie et d'innovation pour éliminer la pauvreté et la faim (objectifs 1 et 2)

45. En réfléchissant à la manière dont la science, la technologie et l'innovation peuvent aider à réduire les disparités afin d'éliminer la pauvreté et la faim, les participantes et participants au forum ont reconnu que, malgré tous les efforts déployés, les progrès au regard des objectifs de développement durable n^{os} 1 et 2 étaient insuffisants.

46. Cette situation s'est considérablement aggravée depuis 2020, en raison d'une reprise inégale après la pandémie. La faim atteint des niveaux que le monde n'avait plus connus depuis 2005 et les prix des denrées alimentaires demeurent élevés dans un plus grand nombre de pays qu'au cours de la période 2015-2019. La science, la technologie et l'innovation peuvent contribuer à inverser ces tendances et à accélérer les progrès.

47. Les questions de pauvreté, de sécurité alimentaire et de nutrition sont en particulier étroitement liées à la vie des populations rurales, des peuples autochtones et des communautés locales, y compris les petits producteurs et les agriculteurs familiaux, les populations tributaires des forêts et les pêcheurs. En favorisant la collaboration internationale et le partage des connaissances, on aide ces populations à tirer pleinement parti de la science, de la technologie et de l'innovation pour faire face aux problèmes imminents, comme les changements climatiques et l'insécurité alimentaire.

48. Il faut une technologie accessible et abordable, qui réponde aux besoins de chacun. La collaboration entre les secteurs public et privé offre l'importante possibilité d'investir dans la recherche, l'innovation et le développement des infrastructures et en même temps de tirer parti des solutions scientifiques, technologiques et novatrices mises au point localement ainsi que des connaissances autochtones. La recherche agricole intégrée, la formation professionnelle des jeunes agriculteurs et le développement des infrastructures numériques demeurent indispensables.

49. Cela étant, il faut encore s'attaquer aux problèmes majeurs tels que l'accessibilité et le coût des solutions dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation, en particulier dans les pays en développement, ainsi qu'aux questions d'habileté numérique et de connectivité, notamment dans les zones rurales et marginalisées, en élaborant des politiques porteuses de changement et bénéficiant à tous.

50. Concrètement, l'implication du secteur privé peut être un facteur clé dans la promotion des programmes de renforcement de l'habileté numérique et des contenus

éducatifs. L'autonomisation des jeunes grâce à des initiatives de renforcement des capacités de création d'entreprises et des compétences numériques, menées en particulier dans les zones rurales et défavorisées, peut contribuer à réduire la fracture numérique et à garantir l'inclusion.

51. Les technologies libres abordables et les innovations peuvent permettre de faire rapidement reculer la pauvreté et la faim et de trouver des synergies et des compromis avec d'autres objectifs de développement durable.

Construire des écosystèmes pour la science, la technologie et l'innovation afin de stimuler la croissance économique et le développement durable dans les petits États insulaires en développement

52. Les participantes et participants au forum ont réfléchi à la manière dont la science, la technologie et l'innovation pouvaient stimuler la croissance économique et le développement durable dans les petits États insulaires en développement, et ont entrepris d'évaluer la situation actuelle en matière de science, de technologie et d'innovation, en cernant les difficultés particulières auxquels se heurtaient ces États et en déterminant les possibilités de tirer parti de la science, de la technologie et de l'innovation pour surmonter ces difficultés et parvenir à une prospérité résiliente, notamment dans les domaines de la réduction des risques de catastrophe, des énergies renouvelables, de l'agriculture, de la santé, des sciences de la mer et de la pêche et de la technologie liée à la gouvernance.

53. Caractérisés par un certain nombre de difficultés communes, notamment leur taille relativement petite, leur économie peu diversifiée, leur éloignement des grands marchés et des itinéraires commerciaux et leur extrême vulnérabilité face aux chocs exogènes, en particulier aux catastrophes naturelles et aux changements climatiques, les 39 petits États insulaires en développement se heurtent aux mêmes obstacles entravant la croissance et le développement de leurs écosystèmes de science, de technologie et d'innovation.

54. La science, la technologie et l'innovation peuvent offrir un outil important pour surmonter les problèmes particuliers auxquels les petits États insulaires en développement font face et promouvoir la prospérité et un développement durable général. Des investissements plus importants dans la recherche-développement peuvent favoriser l'emploi des jeunes, améliorer la disponibilité de données ventilées de haute qualité et, à plus long terme, renforcer l'accès au financement et permettre de dégager des ressources budgétaires pour l'éducation.

55. Les objectifs de développement durable ne seront pas atteints sans une connectivité mondiale sûre, abordable, inclusive et effective pour tous. Les groupes qui sont déjà économiquement et socialement désavantagés ne doivent pas être exclus sur le plan de la technologie.

56. Force est de constater que dans de nombreux petits États insulaires en développement, les inégalités hors ligne se reflètent également en ligne et une partie de la population n'est toujours pas connectée à Internet. Dans beaucoup de ces États, les infrastructures en matière de science, de technologie et d'innovation, en termes de systèmes de télécommunication, d'institutions et de gouvernance de l'innovation, sont sous-développées.

57. Les applications de l'intelligence artificielle peuvent contribuer à faire progresser le développement durable, mais elles peuvent aussi poser des problèmes. Dans les pays vulnérables sur le plan climatique, l'intelligence artificielle peut être utilisée pour analyser l'imagerie satellite avant et après les catastrophes afin de localiser les zones touchées et peut aider à élaborer des programmes de renforcement de la résilience. Toutefois, les technologies émergentes comportent des risques, tels

que le manque de données locales, ce qui peut donner lieu à des erreurs systématiques dans les modèles d'intelligence artificielle mondiaux.

58. Le renforcement des partenariats Nord-Sud et Sud-Sud, ainsi que des partenariats entre les petits États insulaires en développement, est essentiel pour améliorer les écosystèmes de science, de technologie et d'innovation dans ces États et faire en sorte que la transformation numérique mondiale favorise une croissance et une innovation bénéficiant à tous. On notera, entre autres initiatives intéressantes, le programme annoncé par le Centre international de recherche sur les mégadonnées au service des objectifs de développement durable en Chine, qui offre une formation à l'exploitation des mégadonnées terrestres aux 39 petits États insulaires en développement.

Mettre le pouvoir de l'innovation numérique au service d'une paix durable et de la résilience dans le contexte des changements climatiques (objectif 16)

59. Les participantes et participants au forum ont examiné la mesure dans laquelle l'innovation numérique et les technologies d'avant-garde pouvaient aider à répondre aux questions interdépendantes que sont les sociétés pacifiques et inclusives, la résilience et les changements climatiques. Bien que l'objectif de développement durable n° 16 vise à édifier des sociétés pacifiques, plus inclusives et plus justes et qu'il serve de catalyseur à tous les autres objectifs, les efforts déployés pour prévenir et réduire la violence, garantir l'accès à la justice pour tous et toutes, promouvoir une gouvernance inclusive et favoriser des sociétés pacifiques semblent stagner voire fléchir.

60. Les changements climatiques peuvent multiplier et amplifier les risques existants pour la paix et le développement. Les perturbations liées aux changements climatiques, telles que la réduction de la production agricole, l'évolution de la disponibilité de l'eau, l'insécurité alimentaire, les effets préjudiciables sur la santé et la perte de logements, peuvent accroître la concurrence pour les ressources et aggraver l'instabilité. En 2022, 84 % des réfugiés et des demandeurs d'asile avaient fui des pays très vulnérables sur le plan climatique, contre 61 % en 2010.

61. Les innovations numériques jouent un rôle capital pour ce qui est de renforcer la résilience et de favoriser une paix durable, en particulier dans le contexte des changements climatiques. Elles facilitent les activités d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets à l'échelle mondiale. Le partage de données à l'échelle internationale revêt une importance déterminante pour le développement durable et favorise le renforcement des capacités et l'élaboration des politiques au niveau national. Cela étant, les avantages offerts par les technologies numériques ne bénéficient actuellement qu'à un petit nombre, ce qui engendre frustration et méfiance. Bien que la technologie offre des possibilités considérables pour ce qui est de surmonter les problèmes tels que les changements climatiques, l'insécurité alimentaire et la dégradation de l'environnement, il est nécessaire de mettre en place des réglementations efficaces pour garantir que les avantages qu'elle procure l'emportent sur les risques qu'elle présente.

62. L'adoption rapide des applications de l'intelligence artificielle, dont la plus récente est l'intelligence artificielle générative, met en évidence leur utilité. Les décideurs et décideuses doivent anticiper ces changements et s'attaquer explicitement aux inégalités et à l'exclusion susceptibles d'être provoquées par ces applications.

63. L'intelligence artificielle peut améliorer la détection et la collecte de données à moindre coût pour les systèmes d'alerte précoce dans les régions où les infrastructures sont déficientes, notamment en aidant les États et les organismes d'aide humanitaire, de développement et d'adaptation aux changements climatiques à utiliser efficacement la télédétection et l'imagerie satellite. Toutefois, les décideurs et

décideuses et les parties prenantes doivent faire preuve de responsabilité en s'attaquant aux inconvénients que pourraient présenter ces technologies, tels que l'utilisation non durable de l'énergie, la mésinformation, les erreurs systématiques et la méfiance croissante du public.

64. Il est indispensable d'élaborer des politiques intégrées, fondées sur des données scientifiques et anticipatives pour développer des technologies numériques et des technologies d'avant-garde porteuses de changement qui soient en phase avec les objectifs de développement durable. Pour maximiser l'efficacité de ces politiques, un accès équitable aux données, à la technologie, à l'information, aux infrastructures et aux ressources est crucial pour le soutien et la coopération au niveau international.

65. La science, la technologie et l'innovation jouent un rôle essentiel dans le maintien de la paix et de la sécurité car elles peuvent être mises à profit pour régler les problèmes qui sont à l'origine des troubles sociaux, des crises politiques et des migrations intenable. Les contributions des sciences sociales devraient être prises en compte dans les politiques nationales et multilatérales, qui devraient également prévoir de tirer parti de la science pour renforcer la cohésion sociale.

Faire progresser le développement durable grâce à des solutions scientifiques et technologiques axées sur les femmes

66. Les participantes et participants au forum ont examiné les rapports entre l'égalité des genres et les solutions scientifiques, technologiques et innovantes pour le développement durable. Ils ont présenté les succès remportés et les problèmes rencontrés dans le cadre de diverses initiatives qui étaient entreprises par des États, des organisations internationales, des entreprises et la société civile pour trouver des solutions scientifiques, technologiques et innovantes axées sur les femmes en vue de faire progresser le développement durable. Il s'agit notamment d'initiatives menées par des femmes en faveur du développement durable, ainsi que de solutions portant sur les besoins des femmes.

67. Bien que l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles concernent des droits humains fondamentaux et qu'elles soient les assises d'un avenir pacifique et prospère, le monde n'est pas en voie de les réaliser d'ici à 2030, et les solutions dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation sont rarement conçues en tenant compte du point de vue des femmes.

68. Il faut absolument élaborer des stratégies concrètes pour donner aux femmes les moyens d'agir à tous les stades du développement des solutions dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation, depuis leur conception jusqu'à leur mise en œuvre. En améliorant les connaissances élémentaires et les compétences des femmes dans le domaine scientifique, les États Membres seront en mesure de créer des écosystèmes éducatifs inclusifs et de promouvoir le partage des connaissances afin d'éliminer les préjugés liés au genre. Les décideurs et décideuses doivent engager un dialogue avec les communautés les plus susceptibles d'être concernées par l'intelligence artificielle pour élaborer des cadres éthiques, tout en donnant la priorité à l'équité et au principe de responsabilité et en établissant des processus de contrôle pour les systèmes d'intelligence artificielle. Une collaboration et une vigilance permanentes sont nécessaires pour garantir une participation équitable dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation.

69. Il importe de s'attaquer aux obstacles tels que l'ignorance, les problèmes d'infrastructures et de financement, ainsi que le désintérêt des filles pour les sciences, les technologies, l'ingénierie, les mathématiques et l'entrepreneuriat. Les investissements dans la science, la technologie et les solutions innovantes sont rarement consacrés au règlement des problèmes auxquels sont confrontées les femmes

et les filles du monde entier ou à l'élargissement des possibilités d'action pour elles. Il faut renforcer l'habileté numérique des femmes et des filles pour les doter des compétences nécessaires à l'ère du numérique afin de parvenir à l'équité numérique.

70. Outre les disparités entre les genres dans le domaine du numérique, le traitement injuste des femmes dans les soins de santé est un autre obstacle auquel font face les femmes et les filles. Il faut trouver d'urgence des solutions équitables en matière de soins de santé pour remédier aux disparités et améliorer le bien-être des femmes. L'impact mondial de la perte de santé chez les femmes et des effets résiduels de cette perte sur les ménages, qui se chiffre en milliers de milliards de dollars, met en évidence la nécessité économique de corriger ces disparités.

71. L'importance que revêtent les partenariats mondiaux et les investissements financiers pour ce qui est de combler les disparités entre les genres dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation ne peut être sous-estimée. Les efforts de collaboration visant à autonomiser les femmes et les filles au moyen de la science, de la technologie et de l'innovation sont essentiels pour renforcer la mise en œuvre du Programme 2030.

Établir des partenariats dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation pour accélérer la transformation structurelle dans les pays d'Afrique, les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral

72. Les participantes et participants au forum ont souligné la nécessité d'établir des partenariats dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation pour stimuler la transformation structurelle dans les pays d'Afrique, les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral, ce qui permettra à ceux-ci de diversifier leur économie et de se doter de capacités productives et technologiques plus sophistiquées.

73. La transformation structurelle est essentielle à la diversification économique et au développement des capacités technologiques sophistiquées qui permettraient aux pays les moins avancés de cesser d'être dépendants à l'égard des produits de base. Cette transformation passant par l'apprentissage et l'innovation technologiques, il est essentiel de renforcer les capacités technologiques. Il s'agit non seulement d'être à l'avant-garde des nouvelles technologies, mais aussi d'adopter et d'adapter les solutions existantes pour stimuler la productivité à l'échelle locale.

74. Des efforts particuliers doivent être faits pour mettre en place des écosystèmes de science, de technologie et d'innovation solides dans les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et de nombreux pays d'Afrique. Il existe d'importantes disparités entre les pays en termes de capacités dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation. Ces écarts se manifestent au niveau des investissements dans la recherche-développement, de la production scientifique et de la conjoncture politique, les pays développés dépassant de 65 fois les pays à faible revenu en matière de recherche-développement et dominant les marchés des technologies d'avant-garde, principalement sous l'impulsion des États-Unis et de la Chine.

75. Les déséquilibres technologiques et industriels ralentissent la diffusion des technologies, ce qui fait que les retards sont difficiles à rattraper à mesure que les technologies deviennent plus complexes. L'indice de préparation aux technologies d'avant-garde mis au point par la CNUCED montre que les pays les moins avancés, certains pays en développement sans littoral et certains pays d'Afrique sont les moins bien préparés à exploiter ces technologies et risquent de laisser passer les chances actuelles.

76. Au-delà de la fracture numérique, pour réduire les écarts croissants entre les genres, les âges et les minorités, il faut adopter une approche politique équilibrée en matière de science, de technologie et d'innovation qui prévoit la participation active

des jeunes, des femmes et des membres des groupes vulnérables, ainsi qu'une approche scientifique pluraliste visant à remédier aux coûts sociaux de la transition numérique.

77. Il est essentiel d'associer les femmes, les jeunes et les membres des groupes vulnérables à l'élaboration des politiques en matière de science et de promouvoir l'enseignement des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques pour tirer parti du pouvoir de transformation de la technologie en favorisant l'autonomisation, l'esprit d'entreprise et la croissance économique. Il importe au plus haut point d'investir dans l'éducation et la formation pour donner à ces groupes les moyens de mettre la science, la technologie et l'innovation au service du développement durable.

78. La recherche de solutions dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation nécessite un examen minutieux des besoins sectoriels, des compromis potentiels et du risque d'accroissement des inégalités. Pour remédier à l'adoption inégale des technologies et au risque que la science, la technologie et l'innovation n'exacerbent les disparités, il faut adopter une approche globale qui comprenne une évaluation de l'impact sur les différents secteurs et population afin de garantir un développement inclusif et équitable.

79. Il est essentiel de mettre en place des partenariats Nord-Sud efficaces et des initiatives visant à freiner l'exode des cerveaux et à favoriser les carrières des praticiens et des universitaires, comme le projet de centres d'excellence pour l'enseignement supérieur en Afrique. Ces efforts devraient viser à renforcer les infrastructures numériques, le financement de la recherche et le transfert de connaissances afin de remédier aux problèmes communs et d'encourager la spécialisation régionale. En outre, la collaboration entre les milieux universitaires, les institutions de développement et la société civile est essentielle à l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes et de solutions innovantes.

C. Manifestations parallèles, jeunes innovateurs et contributions écrites au forum

Manifestations parallèles

80. Les manifestations parallèles ont donné aux gouvernements et aux autres parties prenantes une occasion supplémentaire de participer au forum. Au total, 46 activités parallèles ont été organisées par les partenaires du Mécanisme de facilitation des technologies : 17 manifestations organisées en présentiel au Siège, une manifestation organisée en présentiel hors site à New York et 28 activités en ligne. Les organisateurs comprenaient des États Membres, des entités du système des Nations Unies, des organisations intergouvernementales, des organismes universitaires, des organismes scientifiques et techniques et diverses parties prenantes de la société civile et du secteur privé¹.

¹ Les manifestations parallèles ont été organisées par : les gouvernements des pays suivants : Afrique du Sud, Arménie, Autriche, Bahreïn, Chine, Colombie, Égypte, Éthiopie, Finlande, Ghana, Inde, Indonésie, Libye, Luxembourg, Maroc, Népal, Ouzbékistan, Philippines, Pologne, République de Corée, République dominicaine, Sainte-Lucie, Serbie et Tadjikistan ; l'Union européenne ; les entités et organisations suivantes : Bibliothèque Dag Hammarskjöld, Bureau de l'informatique et des communications, Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, Bureau de l'Envoyé du Secrétaire général pour les technologies, Bureau régional de l'UNESCO pour l'Asie occidentale, CNUCED, Commission économique pour l'Afrique, Département de la communication globale, Département des affaires économiques et sociales, Équipe spéciale interinstitutions des Nations Unies pour la science, la technologie et l'innovation au service de la

Les jeunes innovateurs à l'honneur au forum

81. Les jeunes innovateurs façonnent le monde de demain, et ils doivent être soutenus et se voir donner des responsabilités, car l'innovation est essentielle à la réalisation des objectifs de développement durable. Les innovations technologiques peuvent contribuer à réduire les disparités et permettre à toutes les personnes d'en

réalisation des objectifs de développement durable, initiative Global Pulse de l'ONU, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, Organisation mondiale de la Santé, Programme alimentaire mondial, Programme des Nations Unies pour le développement, Programme des Nations Unies pour l'environnement, Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), programme d'ONU-Habitat pour la jeunesse, Réseau géospatial des Nations Unies, Union internationale des télécommunications, Académie chinoise des sciences-Centre d'excellence pour les sciences du climat et de l'environnement de l'Académie mondiale des sciences, Académie mondiale des sciences, African Centre for Cities, AFS Intercultural Programs, Association chinoise pour la science et la technologie-Comité consultatif des Nations Unies sur la science ouverte et le partenariat mondial, Association chinoise pour la science et la technologie-Comité consultatif des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe, Banque de technologies pour les pays les moins avancés, Beijing International Exchange Association, initiative « Une Ceinture et une Route », Blockchain Alliance International, grand groupe des entreprises et de l'industrie, Carbovate Development, Catalyst 2030 (section Amérique latine), Centre africain pour le développement équitable, Centre commun de recherche de la Commission européenne, Centre for Training and Integrated Research in ASAL Development (institution bilatérale des Gouvernement kényan et suisse), Children and Youth International, hôpital des enfants de Los Angeles, China Association for International Science and Technology Cooperation, association chinoise des femmes pour la science et la technologie, groupe de travail sur l'éthique et l'intégrité de la recherche dans l'évaluation responsable de la recherche sur les données et l'intelligence artificielle de la Coalition for the Advancement of Research Assessment, Comité pour les données scientifiques et technologiques (CODATA) du Conseil international des sciences, Commission de la science et de la technologie au service du développement durable dans le Sud, Confederation of Indian Industry, Conseil européen des doctorants et jeunes chercheurs, Conseil international des sciences, Conseil national de la recherche de l'Espagne, Consortium pour une infrastructure européenne de recherche de la direction générale de la recherche et de l'innovation de la Commission européenne, Ecotece, Elsevier, Engineering and Innovation Policy Asia and the Pacific Network, Engineering for Change, European Open Science Cloud – Future, Conseil européen de la recherche, Extreme Tech Challenge, Fédération européenne des académies nationales des sciences et humanités, American Academy of Pediatrics, Fédération mondiale des organisations d'ingénieurs, Federation of Finnish Learned Societies, Forum mondial de l'alimentation, Future Earth, Centre allemand pour la recherche et l'innovation, Global Challenges (GloCha) Foundation New York, Global Initiative for Digital Rights, Good Clinical Practice Alliance – Europe, Hecho por Nosotros, Industrial Technology Institute, Institute of Electrical and Electronics Engineers, Groupe de travail sur la science et la technologie de l'Union interparlementaire, forum intergouvernemental Dynamic Teen Coalition, Groupe de travail UNESCO-CODATA sur la politique des données en temps de crise facilitée par la science ouverte, Institut de biotechnologie industrielle de Tianjin, Integrated Research on Disaster Risk, International Association for the Advancement of Innovative Approaches to Global Challenges, International Centre for Physics, International Society for Digital Earth, International Youth Conference, New South Institute, On Think Tanks, Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, initiative Grande Muraille verte pour le Sahara et le Sahel, Organisation internationale des employeurs, Programme des délégués de la jeunesse des Nations Unies (Italie), Quantum Ecosystems and Technology Council of India, Red Dot Foundation, Research Data Alliance Europe, Research Data Alliance International, Samahi Research, Science, Technology, Sistema B, Slalom Element Lab, Springer Nature, Stanford Angels and Entrepreneurs, Strategic Initiative for Developing Capacity in Ethical Review, Tecnológico de Monterrey, Ter Haar Geoinnovation Limited, United States Council for International Business, VigyanShaala International, Web Advanced Space Developer Interface, Women Leaders for Planetary Health, Women's Health and Education Center, World Student Platform for Engineering Education Development, Young Women Leaders for Planetary Health et Zhejiang Lab.

profiter. Elles sont également susceptibles d'accélérer la transition vers la durabilité ainsi que l'apprentissage.

82. Des efforts systématiques doivent être faits dans le monde entier pour encourager les jeunes et leur donner les moyens d'innover et de mettre ces innovations sur le marché. Les solutions scientifiques doivent être durables et intégrer les connaissances locales et autochtones.

83. Des solutions concrètes doivent être trouvées pour surmonter les difficultés liées à la mise en service des technologies. Les autorités locales doivent être responsabilisées ; les initiatives communautaires sont indispensables à la réduction des disparités et à la recherche de solutions adaptées au contexte. Les technologies et les institutions évoluent en même temps, les progrès dans un domaine limitant les progrès dans l'autre. En tant qu'utilisateurs, les communautés sont généralement les mieux placées pour savoir quels types d'institutions sont nécessaires.

84. On trouvera ci-après un bref compte rendu des solutions présentées par les jeunes innovateurs lors du forum.

85. A Tu Servicio Bogotá est une plateforme numérique créée pour les services municipaux par Wingu, une organisation à but non lucratif qui collabore avec les communautés marginalisées pour mettre au point des outils numériques inclusifs et renforcer les capacités de gestion des crises des organisations sociales.

86. Bboxx est une super plateforme axée sur les données qui propose des solutions innovantes pour démocratiser la possession de véhicules et la mobilité électrique en Afrique et au-delà.

87. La pompe à roue hydraulique en spirale mise au point en Ouganda est une machine hydraulique qui utilise l'énergie cinétique des courants tels que les rivières pour pomper l'eau sans électricité ni carburant, offrant ainsi une solution d'irrigation durable et rentable.

88. L'appareil Solar Ice Block Machine, mis au point par JK Engineering pour l'Afrique subsaharienne, capte l'énergie solaire abondante pour produire de la glace, ce qui permet de conserver au frais les produits agricoles et les boissons, de réduire le gaspillage alimentaire et de produire des recettes. Il a été conçu pour être fabriqué et entretenu au niveau local, ce qui contribue à la création d'emplois et à la croissance économique.

89. Safi a mis au point la première unité de contrôle de la pasteurisation hors réseau au monde, qui permet aux producteurs laitiers ruraux d'Afrique de l'Est de pasteuriser le lait sans alimentation électrique habituelle. Équipée d'un système de suivi numérique, cet appareil améliore la sécurité du lait, augmente le revenu des agriculteurs et contribue à la transparence réglementaire.

90. Ampersand, une entreprise africaine pionnière dans le domaine du transport électrique, exploite un important parc de motos électriques et un réseau d'échange de batteries en Afrique et, ce faisant, révolutionne le transport motorisé en le rendant moins polluant et plus rentable, accélérant l'avènement d'un avenir sans émissions de carbone pour le continent.

91. La Union Island Environmental Alliance a adopté une approche locale pour protéger l'environnement et renforcer la résilience des communautés. Elle collabore avec les communautés locales pour mettre au point des solutions locales visant l'adaptation aux changements climatiques, la protection de la biodiversité et le tourisme durable.

92. Open Seneca a mis en service des réseaux de capteurs de qualité de l'air mobiles et peu coûteux pour fournir des cartes détaillées de la pollution de l'air dans les villes,

principalement grâce aux sciences participatives. Cette innovation permet de détecter les points chauds et de sensibiliser et d'inciter les communautés à agir pour atténuer les effets de la pollution atmosphérique.

93. Information Ghana a mis au point un outil interactif pour améliorer l'accès aux informations essentielles sur la santé, l'éducation et d'autres services sociaux pour les communautés locales et les populations vulnérables.

94. No Taka Tanzania a développé une technologie géospatiale pour collecter des données climatiques et prévoir la mobilité humaine. L'organisme met au point des solutions numériques d'adaptation aux changements climatiques pour assurer la sécurité alimentaire et l'aménagement et la restauration des terres pour les migrants, les réfugiés et les communautés d'accueil, en facilitant la planification politique et le renforcement des capacités agricoles.

95. La machine à dévider la soie fonctionnant à l'énergie solaire Unnati, conçue par Resham Sutra pour dévider le fil de soie tassar dans les zones forestières de l'est de l'Inde, devrait améliorer l'efficacité et la qualité de vie, en particulier pour les femmes rurales. Cette innovation, mise au point en collaboration avec des artisans locaux, augmente considérablement la productivité et l'efficacité énergétique.

96. En partenariat avec SAYeTECH au Ghana, Burn Design Lab a mis au point un torréfacteur d'amandes de karité amélioré, qui permet de réduire de 90 % l'utilisation du bois de chauffage et d'abaisser fortement les émissions. Cette innovation, qui prenait en compte les réactions des utilisateurs, a été saluée par l'Agence des États-Unis pour le développement international et a remporté plusieurs prix en 2023.

Notes d'orientation scientifiques et études de cas

97. En 2024, environ 250 auteurs, dont des scientifiques et des ingénieurs issus des milieux universitaires, d'organisations non gouvernementales, du secteur privé et du système des Nations Unies, ont soumis des notes d'orientation scientifiques et des études de cas en réponse à un appel à contributions en anglais et en français. Au total, 99 notes ont été avalisées à l'issue du processus d'évaluation par les pairs organisé par l'Équipe spéciale interinstitutions des Nations Unies sur la science, la technologie et l'innovation au service de la réalisation des objectifs de développement durable et ses partenaires.

Études de cas

98. Les études de cas soumises au forum couvrent une grande variété de sujets. Elles étaient principalement axées sur l'intégration de la science, de la technologie et de l'innovation dans les efforts visant à faire avancer la réalisation des objectifs de développement durable et à traiter des questions clés dans les domaines de l'agriculture, de l'environnement, de l'énergie et de la santé.

99. Plusieurs études ont mis l'accent sur la transformation de l'agriculture par la technologie. Par exemple, les méthodes d'intégration de la surveillance des cultures et de la prévision des récoltes aux Philippines visaient à moderniser l'agriculture. D'autres études ont porté sur des pratiques durables, telles que l'utilisation de dispositifs d'irrigation à énergie solaire pour soutenir les petits agriculteurs aux Philippines et la conversion des déchets animaux en produits de valeur grâce à la mouche soldat noire.

100. Les solutions innovantes aux problèmes environnementaux étaient également un thème commun. On notera, entre autres projets, la stratégie de transformation numérique pour l'Afrique, qui pourrait avoir des retombées positives pour les télécommunications, et le recours aux technologies de captage et de stockage du

dioxyde de carbone visant à ne produire aucune émission. En outre, des méthodes d'atténuation de l'impact sur l'environnement ont été mises en évidence grâce à des initiatives telles que les modèles de traitement décentralisé des eaux usées et la valorisation des déchets industriels au Brésil.

101. La santé et les changements climatiques ont été abordés dans plusieurs études concernant les effets des changements climatiques sur la santé publique au Brésil et les technologies innovantes permettant d'atténuer les effets des changements climatiques, telles que les solutions en matière d'énergies renouvelables et les systèmes énergétiques intégrés essentiels à la lutte contre les changements climatiques dans les régions en développement.

102. Les applications des technologies intelligentes sont évidentes dans l'amélioration des infrastructures et des services publics. Les études de cas consacrées à ce sujet ont porté notamment sur le développement de villages intelligents, les applications des systèmes d'information géographique dans les transports publics et le recours à la technologie de l'Internet des objets aux fins de l'adaptation à l'élévation du niveau de la mer dans les petits États insulaires.

103. Les cadres politiques et institutionnels devant être mis en place pour tirer parti de la science, de la technologie et de l'innovation dans le cadre du développement durable ont fait l'objet d'un grand nombre d'études de cas. Il s'agissait notamment de renforcer la recherche relative à l'intelligence artificielle aux Philippines, de mettre en œuvre des instruments politiques en matière de science et d'innovation et de renforcer les institutions gouvernementales grâce à la transformation numérique.

104. Enfin, plusieurs études de cas ont appelé l'attention sur la nécessité d'associer les communautés et les acteurs locaux à l'innovation et à l'application des technologies, en dressant un état des lieux des technologies de sécurité alimentaire, en passant en revue les contributions des innovateurs locaux à la réalisation des objectifs de développement durable et en mettant en évidence la nécessité d'impliquer en permanence le public dans les adaptations technologiques et environnementales.

Notes d'orientation scientifiques

105. Les notes d'orientation scientifiques soumises au forum couvraient un large éventail de sujets critiques et de questions d'actualité, chacune visant à intégrer l'innovation scientifique à la réalisation des objectifs de développement durable, tout en abordant des questions sociétales et environnementales essentielles.

106. Plusieurs notes ont été consacrées à la bioproduction durable et au ravitaillement sanitaire, comme le recours à l'agriculture moléculaire végétale pour renforcer les capacités régionales de bioproduction, ce qui pourrait permettre un ravitaillement sanitaire rapide et financièrement avantageux à l'échelle mondiale, même en cas de crise. L'accent a également été mis sur la production locale de médicaments essentiels comme moyen de garantir des systèmes de santé durables dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.

107. En ce qui concerne l'éducation et le renforcement des capacités, les notes d'orientation contenaient des propositions sur les moyens de responsabiliser les jeunes scientifiques et de revoir l'enseignement de l'ingénierie afin de mieux l'aligner sur les objectifs de développement durable. Il s'agit notamment de faire comprendre aux jeunes ayant reçu une formation spécialisée qu'ils sont des agents du changement dans leur région.

108. La durabilité environnementale était un thème clé, la transition vers une économie circulaire grâce à la valorisation des déchets et les synergies entre l'action climatique et la biodiversité ayant été analysées dans plusieurs notes d'orientation.

L'accent a été mis sur les transitions énergétiques durables influencées par les nouvelles tendances sociétales et les nouvelles technologies en Europe, ainsi que sur la création de solutions industrielles basées sur la nature pour un développement durable inclusif.

109. La technologie et l'innovation ont également occupé une place centrale, les implications de l'intelligence artificielle dans divers domaines tels que la recherche scientifique et la surveillance de la santé ainsi que les considérations éthiques en matière de neurotechnologie ayant été abordées dans plusieurs notes d'orientation. Les possibilités et les problèmes que pose la mise en œuvre de l'intelligence artificielle et d'autres technologies émergentes dans des contextes mondiaux ont été examinés, notamment en termes d'impacts environnementaux, tels que la consommation excessive d'eau par les systèmes d'intelligence artificielle.

110. La santé publique et la sécurité alimentaire ont été abordées dans des notes d'orientation portant sur l'optimisation de la fonctionnalité des systèmes d'observation de l'océan pour gérer les écosystèmes marins et sur l'utilisation de nanoengrais pour garantir la sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne. La diplomatie scientifique et la culture des macroalgues comme moyens de remédier aux problèmes mondiaux en matière de sécurité alimentaire ont également été analysées.

111. L'inclusion et l'équité constituent un autre aspect essentiel, des politiques visant à améliorer la sensibilisation aux questions de genre dans les domaines de la science, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques et à remédier aux disparités en matière de mortalité maternelle ayant été suggérées. La promotion de la participation des femmes dans ces domaines en général, et dans l'ingénierie en particulier, a été soulignée comme étant cruciale pour le développement futur.

112. Collectivement, les notes d'orientation ont servi à appeler l'attention sur une approche pluridisciplinaire de l'élaboration des politiques, où la science et la technologie sont reliées à la durabilité, à l'éducation, à la santé publique et à la croissance économique inclusive pour relever efficacement les défis mondiaux. Toutes les régions du monde sont concernées par les dernières avancées extrêmement rapides réalisées dans le domaine des technologies d'avant-garde et leurs applications dans de multiples secteurs, ce qui souligne la nécessité de renforcer sans délai les compétences mais aussi d'utiliser les dernières technologies du numérique et de l'intelligence artificielle pour suivre et comprendre cette évolution accélérée en temps réel. Les évolutions s'appuient sur l'interdépendance croissante des infrastructures, ce qui suscite constamment de nouvelles fractures technologiques alors même que les pays les plus pauvres rattrapent leur retard en matière de connectivité de base. En plus, les nouvelles grandes tendances des technologies de pointe, qui se dessinent à partir des travaux menés dans des laboratoires de recherche fondamentale, sont en train de transformer à vue d'œil les modèles de développement. Il faudra mobiliser des fonds beaucoup plus importants en faveur de la recherche fondamentale, de la collaboration entre les universités et l'industrie et de l'innovation axée sur la réalisation d'objectifs précis.

III. Recommandations soumises pour examen

113. De nombreux exemples concrets ont été donnés lors du forum et des recommandations sur les mesures à prendre ont été faites par des gouvernements, des entités du système des Nations Unies, des scientifiques, les milieux universitaires, la société civile et le secteur privé. Les décideurs et décideuses sont invités à examiner les recommandations ci-après, ainsi que l'éventail plus large de questions exposées dans la section II.

A. Recommandations générales et thématiques

114. La science, la technologie et l'innovation, et en particulier le numérique et l'intelligence artificielle, peuvent faciliter les transitions dans des secteurs tels que l'agriculture, l'énergie, les soins de santé et l'éducation. Pour atteindre les objectifs de développement durable relatifs à ces domaines, il faut affiner l'entraînement des modèles d'intelligence artificielle à l'acquisition et à l'exploitation des données et veiller au respect des droits humains et de la vie privée. Il importe de soumettre les entreprises multinationales à un contrôle rigoureux afin de garantir une transformation numérique équitable. Pour rester d'actualité, les débats sur la manière dont la transition numérique et l'intelligence artificielle pourraient accélérer la réalisation des objectifs de développement durable et aider à gérer les compromis devraient se poursuivre à l'ONU tout au long de l'année.

Financement et renforcement des capacités en matière de recherche et d'innovation liées aux objectifs de développement durable

115. Il est indispensable d'augmenter le financement de la recherche et de l'innovation axées sur les objectifs de développement durable, en réaffectant les fonds existants et en attirant de nouveaux investissements de partenaires tels que le secteur privé. Les organismes publics de financement de la recherche du monde entier devraient améliorer la coordination et envisager une collaboration étroite avec le système des Nations Unies afin de produire un impact significatif au-delà de 2030.

116. La coopération internationale dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation, les partenariats multipartites et le dialogue avec les communautés sont essentiels. Les réseaux de recherche sur les objectifs de développement durable peuvent faciliter la collaboration et stimuler le financement. L'implication des praticiens nationaux à un stade précoce facilite l'adoption des technologies et permet de créer des écosystèmes de recherche-développement et d'innovation, en particulier dans les pays en développement.

117. Les gouvernements sont encouragés à augmenter chaque année, de 2025 à 2029, de 3,7 % les dépenses consacrées à la recherche fondamentale ou appliquée axée sur les objectifs de développement durable². En ce qui concerne les choix en matière de financement, la priorité devrait être donnée aux collaborations internationales, les bailleurs de fonds étant encouragés à publier conjointement des invitations à soumissionner ouvertes et à sélectionner et financer des projets de recherche. Les bailleurs de fonds publics devraient également solliciter des abondements auprès du secteur des entreprises.

Coopération sur les changements climatiques entre les acteurs des domaines de la science, de la technologie et de l'innovation

118. Les changements climatiques et d'autres crises concomitantes nécessitent des approches intégrées qui favorisent la coopération, facilitent le partage et l'échange de connaissances et de données et suppriment les clivages entre les disciplines, les gouvernements, les universités, la société civile et le secteur privé.

119. Les fractures numériques risquent de compromettre les efforts d'innovation visant à lutter contre les changements climatiques. Pour y remédier, des partenariats internationaux doivent être établis pour assurer la mise en commun des connaissances

² Cela permettrait d'augmenter le financement public de la recherche-développement de 20 % entre 2025 et 2029 et serait, idéalement, mesuré par rapport à la moyenne des dépenses annuelles engagées pendant la période prépondérante de 2016 à 2020.

et le transfert de technologies en donnant la priorité aux infrastructures, aux capacités et au renforcement des compétences.

Comblement des fossés en matière de science, de technologie et d'innovation aux fins de l'élimination de la pauvreté et de la faim

120. Pour réduire la pauvreté et renforcer la sécurité alimentaire, il faut des technologies accessibles et des infrastructures et il faut donner aux jeunes les moyens d'agir.

121. Les programmes d'autonomisation des jeunes doivent être renforcés, l'accent devant être mis sur l'entrepreneuriat et la formation aux compétences numériques. Ils devraient viser particulièrement les zones rurales et pauvres, l'objectif étant de doter les jeunes des connaissances et des ressources voulues pour mettre la science, la technologie et l'innovation au service du développement socioéconomique.

La science, la technologie et l'innovation dans les petits États insulaires en développement

122. La coopération et le soutien internationaux sont indispensables aux petits États insulaires en développement, qui se heurtent à des difficultés particulières les empêchant de développer leurs écosystèmes de science, de technologie et d'innovation, notamment de faibles niveaux d'investissement dans la recherche-développement, un accès inadéquat au financement, un manque de données ventilées de haute qualité et une enveloppe de l'éducation limitée.

123. Les solutions en matière de science, de technologie et d'innovation doivent être axées sur la demande, découler des usages et des priorités locaux et s'appuyer sur les capacités communautaires, nationales et régionales, tout en favorisant les partenariats de toutes formes et de toutes tailles. Les petits États insulaires en développement privilégient une approche transformationnelle associant l'ensemble de la société et peuvent apporter leur savoir-faire et leur expérience pour renforcer les applications de la science, de la technologie et de l'innovation dans toutes les régions.

124. Des efforts systématiques doivent être déployés pour transformer les petits États insulaires en développement en « petits États insulaires numériques ».

L'innovation numérique au service d'une paix durable et de la résilience face aux changements climatiques

125. De nombreux outils numériques tirent parti de l'innovation pour favoriser une paix durable et renforcer la résilience face aux changements climatiques, ce qui est essentiel pour la planification à long terme et la réalisation des objectifs d'étape en matière de développement. L'intelligence artificielle permet de mieux comprendre les risques climatiques, d'améliorer la modélisation de scénarios et de renforcer la résilience sociale. Les États devraient adopter des solutions logicielles standard pour accélérer la transition numérique et intégrer les meilleures pratiques.

126. Il est nécessaire de renforcer les normes d'efficacité et de sécurité des systèmes d'intelligence artificielle afin de limiter au minimum la consommation d'électricité, d'eau et de matériaux par ces systèmes, tout en garantissant la protection des droits humains et en réduisant les erreurs systématiques.

127. Le système multilatéral devrait établir des normes et des lignes directrices relatives à la technologie et l'innovation qui soient alignées sur les normes en matière de droits humains. Il est essentiel d'associer toutes les parties prenantes à l'élaboration des normes internationales en matière de cybersécurité, d'utilisation du

matériel génétique, d'applications de l'intelligence artificielle et de gouvernance des données, afin de garantir une participation équitable à ces travaux cruciaux.

Solutions scientifiques et technologiques axées sur les femmes

128. Les investissements dans les solutions en matière de science, de technologie et d'innovation sont rarement consacrés au traitement des problèmes auxquels font face les femmes et les filles du monde entier ou à l'élargissement des possibilités pour elles.

129. L'éducation et la formation tenant compte des questions de genre contribuent au renforcement de l'habileté numérique des femmes et des filles, ce qui permet de protéger leurs droits, de promouvoir leur autonomisation économique et sociale et de garantir des environnements sûrs, tout en éliminant les normes et les préjugés de genre préjudiciables.

Établissement de partenariats dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation dans les pays d'Afrique, les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral

130. Il est urgent d'apporter un soutien supplémentaire aux pays en situation particulière, comme les pays d'Afrique, les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral.

131. La technologie et l'innovation devenant de plus en plus complexes, il faut davantage de ressources humaines et de capitaux physiques pour suivre les progrès technologiques rapides dans les économies de pointe. Il importe au plus haut point de veiller à ce que les écarts commencent à se réduire entre ceux qui bénéficient de la science, de la technologie et de l'innovation et ceux qui sont laissées de côté.

B. Recommandations du Groupe des 10 hauts représentants

132. Le Groupe des 10 hauts représentants nouvellement nommés a dirigé les travaux des sessions thématiques et a, entre autres, suggéré un certain nombre de propositions et de recommandations concernant des politiques et des initiatives concrètes, qui devront être affinées dans les mois à venir, notamment les suivantes :

a) Recenser les meilleures pratiques et établir des données fiables et précises sur la promotion de l'égalité des genres dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation ;

b) Concevoir des idées innovantes et des partenariats pratiques pour la coopération en matière de financement de la recherche-développement aux fins de la réalisation des objectifs de développement durable ;

c) Mettre en place un centre de collaboration des Nations Unies pour un cadre bâti durable et sûr pour favoriser des conditions de vie décentes. Le centre pourrait axer ses activités sur la décarbonisation des matériaux de construction, fournir des prévisions stratégiques ou des orientations concernant la transformation des infrastructures et les matériaux, donner des informations sur les options technologiques, les innovations sociales et institutionnelles et aider à comprendre les synergies et les compromis et à suivre les progrès ;

d) Produire des données synthétiques (basées sur la technologie) pour suivre les progrès liés aux objectifs de développement durable dans les domaines de l'agriculture, du cadre bâti, de l'océan, de la pauvreté et du développement socioéconomique, en tirant parti de l'intelligence artificielle, des données satellitaires et de la télédétection, entre autres ;

e) Fournir des conseils politiques et scientifiques sur des objectifs, des limites et des transformations sûrs et justes, dans le prolongement des conclusions de la Earth Commission, notamment sur les indicateurs d'accès minimum, les engagements climatiques et les transitions énergétiques justes et inclusives ;

f) Suivre et évaluer les applications émergentes et leurs avantages résultant de la convergence de l'intelligence artificielle et de la biotechnologie, en particulier pour l'agriculture et la sécurité alimentaire ;

g) Fournir un soutien d'experts et une formation sur la gouvernance stratégique et la réglementation de la science, de la technologie et de l'innovation, ainsi que sur les institutions chargées des politiques relatives à la science, à la technologie et à l'innovation, en particulier dans les petits États insulaires en développement, les pays les moins avancés et les pays d'Afrique.

C. Recommandations concernant le Mécanisme de facilitation des technologies

133. Le forum sur la science, la technologie et l'innovation fait partie du Mécanisme de facilitation des technologies qui rassemble les connaissances et les parties prenantes afin de faire en sorte que la science, la technologie et l'innovation contribuent à la réalisation des objectifs de développement durable.

134. Le Mécanisme de facilitation des technologies a réalisé des progrès considérables dans la promotion d'approches multipartites et collaboratives fondées sur la science et axées sur la recherche de solutions pour soutenir la réalisation des objectifs de développement durable. Pour les communautés scientifiques et technologiques, il constitue un nouveau point d'entrée inédit au sein des Nations Unies, qui a donné lieu à de nombreuses collaborations et actions multipartites complémentaires. Toutefois, pour que le Mécanisme soit à la hauteur des ambitions du Programme 2030, il faut lui consacrer des ressources nettement plus importantes.

135. Le Groupe des 10 hauts représentants joue un rôle actif et dynamique au sein du Mécanisme. Faisant fond sur ses recommandations formulées avant 2024, il a présenté, tout au long du forum, un certain nombre de recommandations pratiques susceptibles d'alimenter les délibérations sur les processus et initiatives des Nations Unies liés à la science, à la technologie et à l'innovation. Il convient de lui allouer des ressources suffisantes et de consolider son rôle dans la fourniture d'avis scientifiques et techniques et dans l'implication des communautés d'experts.

136. L'Équipe spéciale interinstitutions des Nations Unies pour la science, la technologie et l'innovation au service de la réalisation des objectifs de développement durable continue de jouer son rôle de dispositif de collaboration opérationnelle efficace au sein du système des Nations Unies. Chaque entité participante des Nations Unies contribue au travail de l'Équipe spéciale dans la limite de ses ressources existantes et sur la base d'un travail essentiellement bénévole. Malgré le manque de fonds persistant, l'Équipe spéciale a soutenu la collaboration et renforcé les partenariats dans plusieurs domaines, notamment les documents d'orientation en matière de science, de technologie et d'innovation au service des objectifs de développement durable, les sciences et technologies émergentes, le renforcement des capacités, la recherche et l'égalité des genres dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation. Il faut la renforcer et la doter de ressources suffisantes afin qu'elle puisse élargir son champ d'action et informer pleinement les États Membres des avantages qu'elle offre.

137. Les participantes et participants au forum ont entendu les appels en faveur du renforcement des liens entre le Mécanisme de facilitation des technologies et les

organisations mondiales de financement de la recherche, les banques multilatérales de développement, les institutions financières internationales et les pays donateurs, ainsi qu'avec les forums et initiatives régionaux ou thématiques sur la science, la technologie et l'innovation au sein du système des Nations Unies, notamment la Commission de la science et de la technique au service du développement.

138. Le Mécanisme de facilitation des technologies peut aider à former de nouveaux types de collaboration et de création concertée tout au long des cycles de recherche, de technologie et d'innovation. Grâce au renforcement du dialogue, à la science ouverte et au financement stratégique, il est possible de bien définir et de hiérarchiser les objectifs communs en matière de solutions et de partager plus largement les connaissances et les ressources.

139. Certains domaines importants restent toutefois à améliorer dans l'interface science-politique du Mécanisme, notamment en termes d'efficacité, de portée et d'échelle, ainsi qu'en ce qui concerne la cohérence de la coopération dans l'ensemble du système des Nations Unies.
